



## **Arrestations de journalistes en Algérie : stop à la censure !**

Plus d'une dizaine de journalistes algériens ont été interpellés ce jeudi à Alger. Ils étaient une centaine rassemblés pour protester contre la censure imposée par les autorités et les dirigeants des médias. Celle-ci porte sur la couverture des manifestations contre le régime, à propos de la cinquième candidature à la Présidentielle de l'actuel chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika.

Ces journalistes ont finalement été libérés en fin de journée.

Les médias publics et privés algériens avaient fait l'impasse sur les nombreuses manifestations populaires, sous pression du pouvoir et de ses proches à la tête des organes de presse, ne reprenant que les informations officielles. Des journalistes de la Radio et de la Télévision publiques nationales avaient dénoncé ces actes de censure dans leur propre média et s'étaient joints aux manifestations. Ce n'est pas en occultant et en taisant la colère du peuple que le gouvernement mettra un terme à ce soulèvement de la population.

Les syndicats français de journalistes, membres de la Fédération internationale des journalistes (FIJ, 600 000 membres), apportent leur totale solidarité à leurs confrères algériens et appellent le pouvoir à mettre un terme à une censure de la presse intolérable dans un pays où les journalistes ont déjà payé un lourd tribut à la liberté d'information.

Ils rappellent également que le rôle des journalistes est de donner à voir les faits, afin d'informer la population. Le journaliste s'engage à « respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité », souligne la Déclaration des devoirs et des droits des journalistes (Munich, 1971). Et c'est en ce sens que le journalisme est un des piliers de la démocratie. Quand il est réprimé, c'est la démocratie qui est en danger.

Ils appellent la France à mettre fin au silence contre les mises en cause de la liberté de parole et du droit des journalistes à faire leur métier en Algérie.

**SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes**  
**Paris, le 1er mars 2019**